

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Éditorial de "la lettre de D&S" n°95 - 17 novembre 2011

# **Combattre la dictature des marchés financiers**

- D&S, la revue - Les éditos de "la lettre de D&S" -

Date de mise en ligne : vendredi 18 novembre 2011

---

**Démocratie & Socialisme**

---

## Les marchés financiers contre la démocratie

Berlusconi est enfin tombé. Tous les progressistes devraient pouvoir s'en réjouir. Les conditions de son départ du pouvoir sont pour autant inquiétantes. Après le gouvernement grec, c'est le deuxième gouvernement européen qui tombe sous l'injonction des marchés financiers, et non pas à l'issue d'élections ou d'un puissant mouvement social.

En Grèce, comme en Italie, ce sont deux banquiers qui prennent la tête du gouvernement. Deux anciens de la banque américaine Goldman Sachs, tout comme le nouveau président de la BCE. Diable ! Pourquoi s'arrêter ? Jean-Claude Trichet, l'ancien patron de la Banque centrale européenne, bientôt premier ministre en France ? La crise actuelle est le produit (et la faillite) de 30 ans de politiques néolibérales. Ce sont ceux-là même qui ont servilement mis en oeuvre la dérégulation financière qui seraient les mieux à même à faire face à la crise ? Gageons qu'ils sont appelés au pouvoir pour prendre prétexte de cette crise (dont ils sont directement responsables) pour imposer une austérité renforcée aux salariés et capter une part encore plus grosse de la richesse produite par ces mêmes salariés.

## Les marchés contre les services publics et les droits sociaux

En France, dans la dernière décennie, ce sont plus de 100 milliards d'exonérations fiscales de toute nature qui ont été faites. Les bénéficiaires de ces 100 milliards payent moins d'impôts et de cotisations sociales. Et avec l'argent qu'ils ont amassé, ils peuvent prêter notamment aux États et en recevoir les intérêts. Pour les salariés, c'est au contraire moins de services publics ou de prestations sociales, et toujours plus d'austérité. Un jour de carence en plus par exemple en cas d'arrêt de maladie ! Une accélération de la mise en oeuvre de la contre-réforme des retraites !

Une chasse aux « fraudeurs » est ouverte par Sarkozy. Contre ceux qui, particuliers ou sociétés, ont placé leur argent dans des paradis fiscaux ? Évidemment non ! Mais contre les soi-disant fraudeurs « sociaux » ! Scandaleux, alors qu'on supprime toujours un peu plus de postes dans les services publics, notamment ceux des agents chargés de contrôler le respect des règles d'attribution des droits sociaux. Inacceptable, car on cherche des boucs-émissaires chez ceux qui sont le plus souvent parmi les plus démunis.

## Contre l'ingérence des agences de notation dans l'élection présidentielle de 2012

Les agences de notation tardent à dégrader la note de la dette publique française, alors que les marchés ont déjà largement anticipé cette dégradation, parce qu'elles souhaitent pouvoir peser le plus longtemps possible dans l'élection présidentielle française.

François Hollande a donc eu raison d'affirmer que la France payait ses emprunts d'État avec des taux supérieurs aux Allemands et que c'était comme si la note de la dette publique française était déjà dégradée.

Cette affirmation marque une volonté de ne pas accepter que les agences de notations prennent en otage l'élection

présidentielle de 2012 pour, de toute façon, finir par dégrader la note de la dette publique française, quel que soit le résultat de l'élection présidentielle. Rien d'étonnant à ce que la droite qui ne désire rien tant que cette prise en otage ait aussitôt crié « haro » sur François Hollande.

## Mettre la finance au pas !

Rien ne sert de vouloir rassurer les marchés. Ils en veulent toujours plus ! Ils exigent plus d'austérité, et en même temps s'inquiètent de voir l'économie européenne ralentir...du fait de toujours plus d'austérité ! Un cercle vicieux sans fin...tant qu'une volonté politique forte ne décidera pas de mettre la finance au pas. Ce devrait être le principal message des socialistes dans la campagne présidentielles de 2012 si l'on veut en finir avec Sarkozy, lui qui n'a gouverné que pour les plus riches.